

INSTITUT INTERNATIONAL POUR LA PAIX, LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN INDE

La forte croissance économique du pays était limitée à certains secteurs urbains et périurbains de premier plan. Une grande partie de la population rurale vivait toujours dans une extrême pauvreté. La misère était aggravée par une crise agricole et par le fait qu'il était de plus en plus difficile pour les pauvres de se procurer des denrées alimentaires. Selon des estimations officielles, entre 30 et 50 % de la population indienne vivait dans la pauvreté. Les autorités garantissaient aux pauvres ruraux 100 jours de travail par an, mais elles continuaient à leur verser un salaire inférieur au minimum national.

La visite du président américain Barack Obama en novembre a mis en évidence le statut de plus en plus important du pays aux niveaux international et régional. Toutefois, l'Inde faisait en général prévaloir ses intérêts économiques et stratégiques sur les considérations liées aux droits humains. Le gouvernement n'a pas dénoncé les violations flagrantes des droits humains commises par les autorités du Myanmar voisin et il a gardé le silence sur les initiatives visant à obliger le gouvernement sri-lankais à rendre des comptes pour les violations des droits fondamentaux commises en 2009, à la fin de la guerre dans ce pays.

Les relations entre l'Inde et le Pakistan restaient fragiles, le Pakistan n'ayant toujours pas agi de manière satisfaisante sur la question des attentats commis en novembre 2008 à Mumbai (Bombay). Elles étaient également mises à mal par la montée des manifestations en faveur de l'indépendance dans la partie du Cachemire administrée par l'Inde.

VIOLENCES ENTRE LES FORCES DE SECURITE, LES MILICES ET LES MAOÏSTES

Dans l'État de Chhattisgarh, les affrontements se sont intensifiés entre des groupes armés maoïstes et les forces de sécurité locales soutenues par les membres de Salwa Judum, une milice qui, de l'avis général, était financée par les autorités locales. En novembre, lors d'une audience de la Cour suprême qui examinait des requêtes contre l'impunité, les autorités locales ont affirmé que cette milice n'existait plus. Des organisations de défense des droits humains ont toutefois déclaré qu'elle avait été reconstituée sous forme d'une « force de paix » locale. Des affrontements similaires et des attentats à l'explosif ont eu lieu dans les régions des États de Jharkand et du Bengale occidental peuplées d'*adivasis*. Les civils, essentiellement des *adivasis*, étaient pris pour cible par les deux camps. Des homicides et des enlèvements ont été signalés. Quelque 30 000 *adivasis* qui avaient été déplacés n'ont toujours pas pu rentrer chez eux. Dix mille vivaient dans des camps dans l'État de Chhattisgarh et 20 000 autres étaient dispersés dans l'Andhra Pradesh et l'Orissa voisins.

- En mai, au moins 144 personnes ont été tuées et 200 autres ont été blessées à la suite du déraillement d'un train express provoqué, semble-t-il, par une explosion sur la voie dans le district de West Medhinipur (Bengale occidental). Cette région était régulièrement en proie à des affrontements opposant des groupes armés maoïstes au Parti communiste indien-marxiste (CPI-M, au pouvoir) et aux forces centrales paramilitaires. En août, l'une des personnes accusées de participation à l'explosion – Umakanta Mahato, un *adivasi* dirigeant du Comité populaire contre les atrocités policières (PCPA), a été

sommairement exécuté à la suite d'une flambée de violence politique au cours de laquelle trois partisans du PCI-M avaient été tués par des membres du PCPA.

- En septembre, les forces de sécurité qui menaient des opérations contre les maoïstes dans le Chhattisgarh ont arrêté illégalement des *adivasis*, puis les ont déshabillés et torturés. Dix-sept autres personnes, dont deux âgées de 16 ans, ont été arrêtées ; parmi elles, deux femmes ont été victimes d'agressions sexuelles. Les autorités n'ont pris aucune mesure à la suite des conclusions d'une enquête initiale qui imputait la responsabilité de ces atteintes aux droits humains à des membres des forces de sécurité.
- Des militants pacifistes appartenant au Vansavi Chetna Ashram, une organisation gandhienne, ont été contraints de mettre un terme à leurs activités dans les zones du Chhattisgarh affectées par le conflit. Himanshu Kumar, le fondateur du Vansavi Chetna Ashram, n'a pas pu retourner dans la ville de Dantewada qu'il avait dû quitter en 2009 car il était constamment harcelé et intimidé par Salwa Judum ainsi que par la police et les forces paramilitaires.
- En septembre, la police du Chhattisgarh a accusé Kartam Joga, un dirigeant *adivasi* dont la requête contre l'impunité était examinée par la Cour suprême, de collaboration avec des groupes armés maoïstes. Amnesty International considérait cet homme comme un prisonnier d'opinion.
- En décembre, un tribunal du Chhattisgarh a déclaré Binayak Sen coupable de collaboration avec les maoïstes. Ce médecin et défenseur des droits humains a été condamné à la détention à perpétuité. Il était considéré comme un prisonnier d'opinion.

UTILISATION EXCESSIVE DE LA FORCE

La police a recouru à une force excessive contre des groupes qui menaient des actions de protestation contre les expulsions forcées et l'expropriation de leurs terres pour des projets industriels. La police n'a pas protégé les manifestants lorsque des milices privées, qui étaient semble-t-il associées à des partis politiques au pouvoir, ont réprimé par la violence des mouvements de protestation. Dans la plupart des cas, aucune enquête impartiale n'a été menée en temps utile.

- En mai, le chef *adivasi* Laxman Jamuda a été tué lorsque la police a ouvert le feu en direction de personnes qui protestaient contre l'acquisition de leurs terres pour le projet d'aciérie Tata à Kalinganagar (Orissa). Dix-neuf personnes ont été blessées, dont 10 par balle. Un millier de policiers avaient encerclé le village pendant que 200 membres de milices privées y pénétraient de force et détruisaient des habitations.
- En mai, au moins 20 personnes ont été blessées lorsque la police a dispersé à coups de matraque et de gaz lacrymogène une manifestation d'un millier de paysans qui protestaient contre l'expropriation de leurs terres et des terres communales en vue de l'implantation d'une aciérie de la société sud-coréenne South Korean Pohong Steel Company (POSCO) dans le district de Jagatsinghpur (Orissa).
- En juillet, deux pêcheurs ont été tués lorsque la police a ouvert le feu en direction de personnes qui protestaient contre le rachat de terres en vue de la construction d'une centrale thermique par la société Nagarjuna à Sompeta (Andhra Pradesh). Cinq hommes ont été touchés par les balles et 350 personnes, dont 60 policiers, ont été blessées lorsque la police a dispersé, avec l'aide d'une milice privée, les

manifestants venus de 10 villages. Les autorités ont annulé le lendemain le certificat de conformité environnementale qu'elles avaient accordé à ce projet.

La poursuite des mouvements de protestation a contraint les autorités à réexaminer les lois relatives à l'acquisition de terres. En septembre, les autorités fédérales ont proposé une nouvelle loi pour le secteur extractif. Le texte prévoyait des accords de partage des profits avec les communautés locales, un nouveau cadre de consentement libre, préalable et informé pour les *adivasis*, ainsi qu'une procédure de consultation pour d'autres groupes marginalisés. Une loi prévoyant l'amélioration des procédures d'acquisition de terres ainsi que des politiques de réinstallation et de réinsertion était en instance devant le Parlement à la fin de l'année

ARRESTATIONS ET DETENTIONS ARBITRAIRES

Plus de 100 personnes ont été détenues sans inculpation pour des périodes allant d'une semaine à un mois, à la suite d'attentats à l'explosif perpétrés dans plusieurs États, et notamment à Delhi, en Uttar Pradesh et au Rajasthan. Les allégations de torture et de mauvais traitements infligés à des suspects ont suscité des protestations d'organisations hindoues et musulmanes. Les lois sécuritaires, renforcées après les attentats perpétrés en novembre 2008 à Mumbai, étaient utilisées pour maintenir des suspects en détention. Malgré des protestations persistantes, les autorités ont refusé d'abroger la Loi de 1958 relative aux pouvoirs spéciaux des forces armées, qui confère aux membres des forces de sécurité déployés dans certaines régions ou certains États le pouvoir de tirer pour tuer dans des circonstances où leur vie n'est pas nécessairement en danger immédiat.

EXECUTIONS EXTRAJUDICIAIRES

Des données publiées récemment par la Commission nationale des droits humains sur les personnes tuées lors d'affrontements avec la police entre 1993 et 2008 ont révélé que 1 224 des 2 560 cas signalés s'étaient produits lors d'« accrochages » montés par la police, ce qui laissait penser qu'il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires. À la fin de l'année, la Commission avait versé une indemnité aux proches de 16 victimes. Les responsables d'exécutions extrajudiciaires étaient très rarement condamnés et les procédures ouvertes dans de tels cas progressaient lentement.

- En janvier, après avoir conclu que les investigations menées par la police locale n'étaient pas satisfaisantes, la Cour suprême a ordonné au Bureau central d'enquêtes l'ouverture d'une investigation sur les homicides de trois personnes, Sohrabuddin, son épouse Kausar Bi et leur complice Tulsiram Prajapati, commis en 2005 et imputés à la police du Gujarat.
- En novembre, le gouvernement du Gujarat a mis en place une nouvelle équipe de police spéciale chargée d'enquêter sur la mort d'Ishrat Jan et de trois autres personnes, tuées par des policiers du Gujarat en 2004.